



ADEID

Action pour un Développement Equitable Intégré et Durable

Rue statistique, maison 54 ; BP 1354 Bafoussam - CAMEROUN

Tél/fax: + 237 33 44 58 82

E-mail : info@adeid.org ou adeid_mountain@yahoo.fr Site Web : www.adeid.org

RAPPORT D'ACTIVITES

ANNEE 2007

ADEID
Décembre 2007

SOMMMAIRE

INTRODUCTION	3
Présentation de la structure	4
<i>EAU ET ENERGIES RENOUVELABLES (EER)</i>	4
Accès au l'eau potable et traitement des eaux usées	5
Accompagnement des villageois dans la mise au point de leurs projets	5
Formation	6
<i>APPUI A LA DECENTRALISATION ET AU DEVELOPPEMENT MUNICIPAL (PADDMU)</i>	7
Elaboration des Plans de développement Local (PDL)	7
Protection et conservation de l'environnement	8
Apiculture	8
Développement institutionnel des Organisations des Producteurs (OP)	8
<i>RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA SOCIETE CIVILE ET COOPERATION ACP/UE</i>	10
<i>CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE ET DE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES</i>	12
Actions de conservation :	12
Activités génératrices de revenus	13

INTRODUCTION

L'ADEID est une Association qui travaille comme Organisme d'Appui (OA) depuis 1990, et avec pour objectif l'épanouissement de l'Être. A l'aube de 2007, l'**ADEID** avait conçu un certain nombre de programmes et de projets afin d'atteindre son objectif et contribuer à la lutte contre la pauvreté.

Sa stratégie était essentiellement basée sur la démarche participative et la cohérence de son action avec les stratégies sectorielles de l'Etat. Aussi s'est-elle employée à associer les populations bénéficiaires à toutes les étapes de ses actions, notamment de la conception de l'idée de projet à l'évaluation en passant par l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du projet.

La participation des bénéficiaires en nature et en numéraire était un principe fondamental. L'analyse du genre et des impacts environnementaux est venue chaque fois éclairer le processus d'élaboration et d'exécution des projets. Le partenariat avec l'Etat a toujours été recherché et plusieurs de nos activités obéissaient aux objectifs de développement du Gouvernement. L'Autorité administrative au mieux informée de nos activités et la collaboration avec les collectivités locales décentralisées ainsi qu'avec les chefferies n'ont pas été de reste.

De 1998 jusqu'à nos jours, l'**ADEID** a mené un certain nombre de projets avec plusieurs types de partenaires. En tant que O.P l'**ADEID** a offert ses services à des partenaires nationaux et internationaux, ce qui lui a permis d'atteindre ses objectifs. Par exemple dans le cadre de la professionnalisation de l'Agriculture et du développement des filières, l'**ADEID** s'est appuyé sur les projets FIMAC et ASPPA du Ministère de l'Agriculture.

Aujourd'hui encore elle a offert bénévolement son expertise au MINEPAT pour l'élaboration du programme National de Développement Participatif (PNDP), dont le but est d'appuyer le processus progressif de décentralisation ainsi que d'apporter un appui au développement des Communes et des Communautés. L'**ADEID** entend s'y appuyer pour développer ses propres programmes.

Les résultats obtenus sont multiples.

Au niveau rural, plusieurs communautés ont bénéficié des installations pico hydro qui leurs ont permis non seulement de moudre leurs aliments mais aussi de mieux conserver les produits pharmaceutiques dans les centres de santé, réduisant ainsi la pénibilité qu'elles rencontraient dans les déplacements vers les grandes villes. On ajoutera à l'actif de ces réalisations le développement des activités génératrices de revenus qui ont amélioré le bien être des populations tout en réduisant l'exode rural.

L'accès difficile aux ressources ainsi les difficultés à travers les moyens pour le renforcement des capacités des membres de l'équipe notamment à travers des stages à l'étranger ont été les principaux obstacles à la pérennité de la structure. Toutefois nous tenons à mentionner l'appui en Assistants Techniques de EED d'Allemagne.

Le renforcement du partenariat avec l'Etat nous semble actuellement la seule issue pour la durabilité de nos actions et la cohérence avec les stratégies sectorielles et le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Il est aussi désormais impérieux d'adopter le statut d'ONG et de se conformer à la loi de 1999 y afférente.

Présentation de la structure

L'Action pour un Développement Équitable, Intégré et Durable (ADEID) est une Association de droit camerounais, régie par la loi camerounaise N°20/053/du 19 décembre 90 portant sur la liberté d'Association, créée depuis 1990. Son siège est à Bafoussam, troisième ville de la République du Cameroun. En date du 18 juillet 2003, conformément à la loi n°99/014/du 29 septembre 1999 les membres de l'ADEID, réunis en assemblée générale extraordinaire décident de la transformation de l'ADEID en ONG du même nom. L'ADEID est membre du Regroupement des ONG et Associations de Développement de la Province de l'Ouest (ROAD), du Réseau des Forêtiers Communautaires du Cameroun (RFC) et de plusieurs réseaux internationaux.

Sans appartenance politique ni confessionnelle, elle est une Association Sans But Lucratif (ASBL). Sa mission est de promouvoir un développement équitable, intégré et durable. L'organisation a pour but de promouvoir l'épanouissement intégral de l'homme sur toutes ses dimensions, par l'amélioration constante de ses propres connaissances à travers des activités saines dans un environnement sain, en vue d'un développement harmonieux des communautés et des communes. L'ADEID utilise une démarche participative avec comme objectif de permettre aux bénéficiaires de s'auto-promouvoir.

Elle propose diverses formes d'assistance d'encadrement technique, d'étude ou d'évaluation des projets, et de recherche des financements.

EAU ET ENERGIES RENOUVELABLES (EER)

Le Cameroun traverse depuis quelques années une crise énergétique persistante qui se traduit par des délestages intempestifs. La population rurale bien que peu concernée voit ses perspectives en terme d'électrification s'amenuiser, elle qui n'est électrifiée qu'à moins de 10%. La gestion décentralisée d'une production énergétique intégrée peut apporter une impulsion nouvelle au développement d'un petit tissu industriel et d'un cadre de vie meilleur.

Le programme eau et énergies renouvelables conçu par l'ADEID vise l'épanouissement de l'être humain à travers l'utilisation de plusieurs formes d'énergies telles que : le Pico hydro (micro central électrique), la biomasse (Gazogène), l'énergie solaire, photovoltaïque et thermique et le biogaz familial. Il permet également aux bénéficiaires :

- d'assurer l'accès aux formes d'énergies modernes dans les zones rurales à partir des sources d'énergies renouvelables adaptées au contexte socio-économique de chaque zone afin de lutter contre les effets de la pauvreté.

- d'assurer un développement local durable.
- de se former la population rurale dans la gestion des ressources naturelles et l'utilisation de toutes les formes d'énergies renouvelables.

Le programme eau et énergies renouvelables travaille dans les zones montagneuses d'Afrique, en particulier dans les provinces : Sud-Ouest, Nord-Ouest, Littoral, Central et Ouest du Cameroun.

Les autres départements dans ce programme sont: Agriculture Durable, Environnement et Biodiversité, décentralisation, appui aux communes et communautés, coopération et appui à la société civile.

Le programme eau et énergies renouvelables regroupe en son sein cinq volets 05 qui sont :

1. Volet accès à l'eau potable, l'eau pour l'irrigation et traitement des eaux usées

(Voir le rapport du Secrétaire Exécutif et les activités d'A..M.E : Alliance pour la Maîtrise de l'Eau)

2. Volet accompagnement des villageois dans la mise au point de leurs projets dans le domaine de l'énergie renouvelable
3. Volet construction d'installations micro centrales hydro électriques

4. Volet lobbysme pour l'accès aux toutes formes des énergies renouvelable

5. Volet formation (du villageois, du technicien au village pour l'entretien et du technicien pour la construction d'une centrale micro hydro électriques avec turbine Pelton)

Accès au l'eau potable et traitement des eaux usées

L'accès à l'eau potable est devenu un snobisme et les épidémies répétées de choléra dans les villes de Douala, de Bafoussam, de Yaoundé et de Maroua en disent long ; plus de 8 000 cas signalés en 2004 au Cameroun, selon un communiqué du Conseil des Ministres de Juillet 2005. Il est donc

impératif de réagir et l'ADEID y apporte une contribution tant en terme de renforcement des capacités des élus municipaux et des leaders communautaires qu'en terme pratique tel : les puits, les forages, les eaux de pluie, les filtres à moindre coûts, les latrines étanches pour la protection de la nappe phréatique.

Accompagnement des villageois dans la mise au point de leurs projets

Dans ce volet, il est question :

- d'offrir le service de l'ADEID pour l'effort personnel du villageois ;
- de connecter les villageois avec les autres ONG et les bailleurs de fonds ;
- de rendre autonome l'association des comités de développement villageois ;
- d'accompagner les femmes et les producteurs dans la mise en valeur de l'électrification pour leur propre développement.

Dans cette optique, ADEID été en contacts réguliers avec les groupes organisés, les maires et chefs traditionnels des villages intéressés par l'électrification via les énergies renouvelables pour des appuis multiformes. Ainsi réalisé, une banque des données de sites pour micro centrale hydroélectrique est désormais

disponible et plusieurs demandes de financement ont été élaborées.

Construction d'installation micro centrales hydro électriques

Les objectifs visés ici c'est :

- Offrir le service de l'ADEID pour l'effort personnel du villageois ;
- Electrifier des sales de réunion, les écoles, centre de santé ;
- Rendre autonome l'association des comités de développement villageois ;

En ce qui concerne ce volet, la construction de 03 installations Tongou, Néfolem dans la province de l'Ouest et Bellah Fontem dans la province du Sud Ouest a été un succès avec une capacité de production de 7,5 kW d'électricité renouvelable chacune.



- la libéralisation du marché d'électricité ;
- l'augmentation du taux d'électrification au Cameroun, en particulier en milieu rural ;
- du prix d'électricité juste et adaptée ;
- des énergies renouvelables ;
- l'utilisation des installations de l'ADEID comme installation de référence pour le tour visite guidée ;

Le lobbying été fait de manière permanente, parfois avec les autres organisations de la société civile oeuvrant dans le même secteur.

Formation

La pérennisation des acquis passe par la :

- Formation du villageois
- Formation du technicien au village pour l'entretien
- Formation du technicien pour la construction d'une centrale micro hydro électriques avec turbine Pelton
- Publicité pour ce service d'ADEID pour l'effort personnel du villageois
- Conversion autonome de l'association des comités de développement villageois.



Dans la rubrique concernant le renforcement des capacités de tous les acteurs intervenant de près ou de loin sur les énergies renouvelables, un séminaire international sur les énergies renouvelables en Afrique Centrale a été tenu avec la participation d'une cinquantaine de participants venant de plusieurs pays et une plate forme sur les micro centrales a été mise sur pied. ADEID a également participé au séminaire sur le suivi d'impact des projets de développement organisé par AGESFO à Kribi sur le financement d'EED. En matière d'appui technique du personnel sur le terrain, un stagiaire a été encadré en Juillet.

Lobbyisme pour l'accès à toutes formes des énergies renouvelables

Ce lobbying consiste à la promotion de :

APPUI A LA DECENTRALISATION ET AU DEVELOPPEMENT MUNICIPAL (PADDMU)

Fort de la réforme institutionnelle qui progressivement se met en place et au bout duquel les élus locaux seront de plus en plus autonomes par rapport à la conception et au management des politiques de développement local, les collectivités territoriales décentralisées auront à assumer des responsabilités de plus en plus importantes dans la prise de décision, la gestion des comptes communaux et la promotion d'un développement endogène qui intégrera la participation de toute la population en partenariat avec la société civile et autres partenaires de développement. C'est à juste titre que le PADDMU dans son intervention par rapport aux défis ci-dessus énumérés s'est fixé cinq axes de déploiement présentés comme suit :

- 1- Renforcement des capacités des élus locaux à la bonne gestion, la mise en place des programmes de développement prenant en compte les besoins réels des populations à la base ;*
- 2- Appui au montage des projets communautaires et communaux ;*
- 3- Appui à la création d'une synergie entre les communes et les communautés à travers le développement des notions de citoyenneté et de bonne gouvernance ;*
- 4- Appui à la mise sur pied d'une coopération décentralisée ;*
- 5- Appui à la création d'une synergie avec la recherche dans son aspect « développement ».*

Dans le cadre de la mise en œuvre de certaines activités du PNDP, le projet « Appui aux communautés et à la commune de Penka Michel » a été réalisé dès le 16 Janvier 2007 par l'OAL ADEID (Action pour un Développement Equitable, Intégré et Durable).

Cette commune localisée dans la Province de l'Ouest du Cameroun, Département de la Menoua, Arrondissement de Penka-Michel a été subdivisée en 20 aires géographiques de développement dénommées Unités de Planification Participative (UPP). Les produits phares attendus de la réalisation du présent projet et selon les prescriptions du cahier de charge sont les suivants :

- L'élaboration d'un Plan de Développement Local (PDL) pour chaque UPP soit 20 PDL ;
- La mise sur pied de 20 Comités de Concertation ;
- Le renforcement des capacités des membres des CC et des élus municipaux sur quatre modules de formation statutaire ;
- La formalisation de 20 CC ;

- Le montage de manière participative des requêtes de financement relatives aux microprojets communautaires identifiés;
- L'accompagnement des populations dans l'exécution des Microprojets ;
- L'élaboration du Plan de Développement Communal (PDC) de Penka-Michel ;
- Le montage de manière participative de la requête de financement relative au micro projet communal identifié.

Sur la base de la démarche méthodologique validée par les différentes parties, L'exécution des missions définies dans le cahier des charges s'est faite jusqu'au terme de la mission.

Elaboration des Plans de développement Local (PDL)

Une équipe pluridisciplinaire a parcouru les communautés de Penka Michel pour élaborer vingt (20) Plans de Développement Local Soumis à la validation, ainsi que les dossiers conséquents de formalisation des Comités de

Concertations (CC) ont été élaborés. De même trois (03) thèmes statutaires ont sous-tendu les assises des renforcements des capacités de ces comités. Toujours dans cette lancée, vingt (20) requêtes de financement des micro - projets communautaires identifiés ont

été élaborées. Au niveau de la Commune proprement dite, le Plan de Développement Communal (PDC) a été élaboré et la formation des élus municipaux assurée après trois (03) sessions.

DEVELOPPEMENT RURAL PARTICIPATIF (PDRP)

Le programme de développement rural Participatif (PDRP), conçu par l'ADEID vise l'épanouissement de l'être humain à travers un développement local participatif durable qui prend en compte la gestion rationnelle des ressources naturelles (sol, végétation, eau) disponibles ainsi que sa culture. Le programme compte en son sein trois (03) volets, notamment : la protection et conservation de l'environnement, l'apiculture ; le développement institutionnel des organisations des producteurs (OP).

Protection et conservation de l'environnement

Dans l'optique de réduire de manière significative la destruction et la dégradation des sols et des forêts à court, moyen et long

Apiculture

Dans le but de vulgariser la technique moderne d'apiculture et multiplier les sources de revenus des populations, il est indiqué pour ces dernières d'adopter les ruches modernes, l'apiculture écologique et de rendre autonome leur association. En ce qui concerne les activités apicoles, ADEID a œuvré pour la création des groupes organisés d'apiculteurs à Bandjoun qui, désormais, se retrouvent au sein d'une Union des Groupes d'Initiatives Communes des Apiculteurs de l'Ouest (UGICAO), avec pour objectif : la promotion de l'apiculture moderne.

terme, il est indiqué de développer une agriculture durable, de sensibiliser les populations sur une manière durable de l'exploitation des ressources naturelles, de préserver les forêts existantes et d'augmenter les rendements agricoles des petites parcelles de production par des activités agroforestières. Ainsi compris, deux ateliers de sensibilisations sur la création des forêts communautaires ont été organisés et le suivi de la réflexion avec les Chefs traditionnels sur la création a été effectif à Bamendjinda. Dans les localités de Bansoa et Bamougoum, les groupes de paysans ont été formés en agroforesterie, notamment dans l'utilisation des légumineuses pour améliorer la texture du sol. Des bandes anti-érosives ont été également réalisées par certaines organisations des producteurs à Bandjoun et Bamougoum.

Développement institutionnel des Organisations des Producteurs (OP)

Dans ce volet, il est question de développer les activités des organisations rurales par l'accompagnement des femmes et les producteurs à la mise sur pied des groupes et union de groupe par filière de production en vue de leur professionnalisation dans leurs secteurs d'activités. ADEID a aidé les producteurs à bien tenir leurs documents de gestion, à concevoir des budgets prévisionnels, des comptes d'exploitation et à rationaliser la programmation de leurs activités par le biais des séances de formations directes de renforcement de leurs capacités managériales.

Cinq (05) projets ont été élaborés par ADEID ont été financés par le PNUD (Sous

Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base) dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, et elle a assuré l'accompagnement de ces organisations pour la mise en œuvre de ces projets (haricot, tomate, transformation des tubercules de manioc en tapioca) dans les zones de Penka Michel, Bakassa, Fongo Tongo. Cinq (05) Organisations des producteurs également sont accompagnées dans les activités d'élevage des aulacaudes.

RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA SOCIETE CIVILE ET COOPERATION ACP/UE

Face au désengagement de l'Etat de plusieurs secteurs socio-économiques et les lois sur les libertés d'association promulguées dès les années 90, on a assisté à une multiplication d'associations avec comme objectif de base commun la lutte contre la paupérisation sans cesse galopante. Cette pauvreté grandissante serait imputable à l'échec des différents programmes d'ajustement structurel dont la seule issue pour sortir de cette impasse serait l'atteinte du point d'achèvement. A l'orée de l'atteinte du point d'achèvement, les organisations de la société civile avec l'onction des institutions internationales se regroupent autour de différents réseaux et plates formes ; Ceci dans le but d'améliorer leurs capacités et leurs compétences pour mieux mener des lobbying et plaidoyers auprès de l'Etat et des partenaires bi et multilatéraux, afin que les retombées de cette attente puissent parvenir effectivement aux bénéficiaires que sont les populations à la base.

Dans ce sens, qu'ont été mise sur pied la plate forme des Organisations de la Société Civile, Dynamique Citoyen qui s'exerce essentiellement dans le suivi budgétaire, celui des « Jeudis de Cotonou » qui axent leurs réflexions sur les accords de partenariat ACP/UE, et enfin celui du PCPA qui organise des ateliers de renforcement des capacités de la société civile. Bien que les OSC soient impliquées de plus en plus dans les négociations et les prises de décisions, celles-ci continuent d'être freinées dans leur élan par le sempiternel problème d'insuffisance de moyens financiers.

C'est fort de ce constat qu'ADEID a en son sein mis sur pied, plusieurs programmes parmi lesquels celui de renforcement des capacités de la société civile et coopération ACP/UE, afin de contribuer un temps soit peu au vaste programme de lutte contre la pauvreté.

Ce programme de Renforcement des Capacités de la Société civile, cher à ADEID, et ce, de par sa transversalité qui le rapproche non seulement de tous les autres programmes de la maison, mais aussi de tous les autres acteurs de la société civile, de l'Etat et des institutions internationales pour partager et défendre les aspirations de la base.

L'année 2007 a été particulièrement marquée par des séminaires de renforcement des capacités et de réflexion.

Projet PRO-OSC

1- Dispatching des journaux pro-osc info : les journaux furent distribués dans la ville et dans certains départements ;

2- entretien de la bibliothèque : le nombre des documents a accru ;

- FOSCAM

Organisation du 2^e forum social (FS) Camerounais : dispatching des invitations et programme aux ANE de l'Ouest ; préparation de l'exposition des activités de ADEID ; aménagement du Stand ;

- PCPA

Séminaire sur l'imprégnation de la nouvelle stratégie sectorielle de lutte contre le VIH/SIDA 2006-2010 : contribution à la

compréhension de la nouvelle stratégie et acquisition du document ;

-Dynamique Citoyen

1- Formation : formation sur le suivi Budgétaire (compréhension du langage budgétaire, mise en place d'un bureau provincial, et ADEID est responsable de la communication dans ce bureau) ;

2- Autres activités : Elaboration du plan d'action annuel, préparation d'une émission radio pour une échange d'informations avec la population sur le développement de leur cité, Analyse de l'état des routes des grands axes de Bafoussam ;

- Accords de Cotonou, APE, OMC et ODM

Négociations ACP-UE : participation à un séminaire organisé à Yaoundé par FRIEDRICH HEBERT sur les APE ; participation à l'atelier de sensibilisation de la société civile sur les APE organisée par le MINIFI/UE à Yaoundé ; participation aux

« jeudis de Cotonou » organisés tous les derniers jeudis de chaque mois à Yaoundé par les OSC sur les accords de Cotonou et les APE entre ACP/UE ;

Participation aux séminaires de formation

1- ACP/UE : participation à un séminaire organisé à Buéa sur la validation de l'étude complémentaire sur le programme d'appui des Acteurs Non Etatiques par l'UE ;

2- Secteur rural : participation au séminaire de formation sur la commercialisation des engrais opportunités d'affaire et financement organisé par le sous programme engrais du MINADER à Bafoussam ;

3- Lutte contre le SIDA : participation au séminaire organisé par CARE sur le counselling pré et post dépistage VIH /SIDA ;

Projets Montés

1-Elaboration d'un projet d'animation des jeunes de l'arrondissement de Bamendjou : Projet monté et déposé à la commune de Bamendjou ;

2- Elaboration de 02 projets sur la culture de la tomate dans l'arrondissement de Penka-Michel : Projets élaborés et déposés au PNUD ;

3- Rédaction deux projets : projet organisation des conférences et projet anti - corruption : Deux projets furent élaborés ;

- Appui aux stagiaires

Appui du stagiaire Henry dans la recherche des informations sur les stratégies de lutte contre la pauvreté et leurs impacts sur les populations à la base et tourisme dans plusieurs villes du Cameroun et échanges culturels ;

- Partenariat

Visites de plusieurs structures à Yaoundé (Dynamique Citoyen, PCPA, DED et Ambassade d'Allemagne) et appui du programme PEER dans l'organisation d'un séminaire international dans le cadre de la communication

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE ET DE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

Le programme Biodiversité s'est investi en 2007 dans la zone de l'Ouest et du Littoral. L'objectif était de protéger la biodiversité, de mettre sur pied un plan simple de gestion durable des bas-fonds humides, des raphias et des réservoirs d'eau. La poursuite et le suivi des actions de protection du massif forestier du Nlonako et de lutter contre la pauvreté. Le travail a connu une grande participation des femmes. En effet, depuis quelques années ADEID œuvre pour protéger la biodiversité du massif forestier du Nlonako, la conservation des bas fonds et la protection des raphias des zones humides de l'Ouest. Pour cela plusieurs types d'actions ont été menés afin de permettre à la population de s'approprier des objectifs de conservation, tout en maintenant son niveau de vie ou en l'améliorant.

Actions de conservation :

- La protection de la flore dans toute sa diversité ;
- La protection de la faune dont les éléphants de forêts d'Afrique ;
- La protection des oiseaux dont le Mont Nlonako, reconnu comme site ZICO abrite plus de 150 espèces déjà identifiées ;
- La protection des grenouilles goliathes et des crocodiles nains ainsi que des différents reptiles vivant dans la région, s'il est aujourd'hui reconnue que la région du Nlonako serait l'une des plus densément peuplé en terme de reptiles et de batraciens ;
- 1000 plaquettes confectionnées et diffusées ;
- 01 séminaire atelier de 04 jours avec 35 participants dont 6 Femmes a été organisé ;
- Production de 10 000 plants de raphia par 10 pépiniéristes ;
- 1 voyage d'échange organisé dans le Nord-Ouest à Bengwi, Bamenda et Bamessing avec 10 paysans de Penka-Michel ;
- Les visites ont été effectuées dans les six établissements et la formation a eu lieu au Lycée de Penka-Michel et Bamendou II ;
- 01 atelier d'exposition est fonctionnel à Penka-Michel grâce au soutien de la Commune ;
- 3000 bambous disponibles sur le site du centre artisanal de Penka Michel ;
- un petit fonds d'équipement remis à chaque artisan les appareils de tissage acquis ;
- début d'équipement de l'atelier avec machines à coudre ;
- Le (GIC) Groupe d'Initiative Commune des Amis Ecologiste des Zones Humides et Raphias ; de l'Arrondissement de Penka Michel est créé ;
- Participation de 02 établissements scolaires à la foire écologique ;
- Un bas-fond pilote est régénéré à 50% dans le village Balessing ;
- Des échantillons de toiles en fibres, des paniers ménagers de différent type et qualité sont produits au centre ;

Les activités entreprises pour arriver à cette fin sont nombreuses. Nous pouvons citer :

- La sensibilisation sur la nécessité de conserver la biodiversité ;
- La promotion de la reforestation à travers des espèces tel le MOABI ;
- La promotion des produits forestiers non ligneux (PFNL) tel le raphia et autres ;
- La mise en place des comités de vigilance ;
- Le renforcement des capacités des bénéficiaires et des leaders ;
- Le développement des forêts communautaires ;
- L'organisation des séminaires ateliers sur la protection des éléphants, la gestion alternative des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles et sur l'organisation de la filière des produits forestiers non ligneux ;

Activités génératrices de revenus

Afin d'aider les populations à développer des alternatives d'activités génératrices de revenus, nous avons entrepris des actions suivantes :

- L'apiculture avec la formation des populations et la mise à leur disposition des ruches avec au total plus de 100 ruches. L'effet multiplicateur est très bien perceptible avec la création de plusieurs ruchers au tour du site du projet. La production totale autour de Nkongsamba dépasse les 2500 litres contre 200 litres environ avant le début du projet.
- L'élevage de Porcs, de cobayes, de chèvres et de volailles notamment avec les femmes ce qui permet la substitution des viandes de brousse et aide à la réduction du braconnage en même temps que cela permet d'améliorer la qualité de nutrition des familles ;
- La culture et l'exploitation commerciale des PFNL, notamment avec les femmes qui ont au cours des trois dernières années réalisées des recettes de l'ordre de 1 000 000 Fcfa par an.

- La transformation des produits agricoles avec les moulins à graines et l'extracteur de l'huile de palme.

Ces actions ont été réalisées en grande partie avec le financement de NC-IUCN. Depuis trois ans, une phase est financée par NC-IUCN et le PNUD /APREN. En 2007 l'intensification de la production du poivre blanc avec 3000 nouveaux plants, l'intensification de la pratique de l'Apiculture avec plus de 200 ruches fonctionnelles, La mise en place de plus de 5ha de palmeraies par les populations du Nlolanako, la présence de plus de 500 volailles dans les 04 villages du projet ont constitué l'aspect de lutte contre la pauvreté.

Pour ce qui est des actions de conservation, nous avons enregistré le bon travail des comités de vigilance et la définition des indicateurs de suivi participatif de la gestion des ressources naturelles.